



Cinq EMS de plus en 2011

GENÈVE • Ces 359 lits supplémentaires porteront le total à 3800 places pour les personnes âgées sur l'ensemble du canton. Mais la demande va continuer à croître.

ALINE GROLEY

Le Conseil d'Etat genevois programme l'ouverture de cinq établissements médico-sociaux (EMS) à Genève, entre mars et juillet 2011. Soit 359 places mises à disposition dans ces nouveaux EMS flambant neufs. L'Etat cherche une solution au manque de lits dans le canton. Le premier en date sera l'EMS de Pierre de la Fée aux Avanchets, qui accueillera en mars 76 lits. Les quatre autres résidences s'établiront à la rue de Lausanne, à Chêne-Bougeries, à Drize et à Versoix. L'Etat prévoit aussi d'ici à 2014 l'agrandissement de deux EMS existants, apportant 90 chambres supplémentaires à Genève. Ce projet représente un défi de taille, relève François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du Département de solidarité et de l'emploi (DSE), car il entraîne une augmentation non négligeable des financements publics. Ceux-ci passeront en effet de 563 millions en 2011 à 900 millions en 2030.

Les nouvelles constructions s'accompagneront toutefois de plusieurs

fermetures d'hommes inadaptés aux besoins des seniors. En 2011, trois EMS disparaîtront. Les 90 résidents de la Rhodanienne, des Marronniers et des Genèvevriers seront transférés vers les nouvelles structures. De même, la résidence des Jardins de Choulex, accueillant 24 personnes âgées, fermera ses portes fin 2012.

A noter que les pensionnaires relogés devront s'acquitter d'un prix de pension majoré. Les tarifs des nouveaux établissements seront en effet fixés au maximum, soit à 260 francs par jour. L'Etat prendra en charge la différence de prix pour les personnes bénéficiaires des prestations complémentaires.

Demande croissante

En parallèle, le DSE a décidé de supprimer un maximum de chambres à lit double. Au total, 70 personnes âgées seront à leur tour relogés dans les nouvelles structures.

Avec cette initiative, l'Etat répond à une demande croissante d'établissements médicalisés pour per-

sonnes âgées. Les EMS affichent complet à Genève avec une liste d'attente qui ne désemplit pas. Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) sont les premiers concernés par cette surpopulation. En 2010 près de 160 personnes âgées, éparpillées dans différents services des hôpitaux genevois, attendaient leur transfert. Le temps d'attente a été évalué en moyenne à plus de trois mois (cent jours) et peut atteindre quatre à cinq ans pour les personnes ne répondant pas pleinement aux critères d'entrée.

Le canton prend donc les devants face au vieillissement de la population. On prévoit un doublement du nombre de personnes âgées de plus de 80 ans d'ici à 2030 (de 18 000 actuellement à 37 000). François Longchamp, de son côté, relativise cette situation. Pour le conseiller d'Etat, le vieillissement de la population s'accorde avec l'évolution de la qualité des soins. Les seniors ont la possibilité de rester à domicile moyennant des soins ne dépassant pas deux heures

trente par jour. Ce qui favorise une entrée tardive dans les EMS. Aujourd'hui, seulement 14,2% des plus de 80 ans vivent en institution. Toutefois, 80 à 100 personnes âgées dépasseraient actuellement le temps maximum de soins à domicile et devraient rejoindre, dans l'année, un lit en EMS.

Plus de 300 emplois créés

Ainsi, il faudrait potentiellement 420 places pour prendre en charge la totalité des plus de 80 ans qui nécessitent des soins de longue durée. Un chiffre qui explose les quotas proposés pour le canton en 2011.

Dans l'ensemble, 330 emplois seront créés grâce aux nouveaux EMS. La réinsertion du personnel des établissements supprimés devrait être assurée. Pour l'instant, la moitié d'entre eux ont d'ores et déjà signé un contrat. Le DSE ne cache pas ses craintes, la pénurie actuelle de personnel soignant qualifié à Genève pourrait donner du fil à retordre aux cinq nouveaux EMS. I

EN BREF

FUSION DE COMMUNES L'agglomération neuchâteloise en construction

Les exécutifs de Neuchâtel et de sept communes voisines ou proches (Corcelles-Cormondrèche, Enges, Hauterive, Pesieux, Saint-Blaise, La Tène et Valangin) étudient ensemble l'opportunité de collaborations renforcées pouvant aller jusqu'à la fusion. Lors d'une rencontre lundi soir à La Tène, ils ont décidé de mettre sur pied un comité de pilotage. Ces réflexions à huit n'excluent pas d'autres options. Les quatre communes d'Enges, Hauterive, La Tène et Saint-Blaise, engagées dans un processus similaire avec les communes de l'Entre-deux-Lacs, laissent ouvert à ce stade leur choix définitif. De son côté Valangin, au vu de sa position géographique, a déjà des collaborations avec le Val-de-Ruz et la commune de Neuchâtel. Si la fusion à huit aboutissait, le «Nouveau Neuchâtel» compterait 55 000 habitants et intégrerait le club des 10 villes les plus peuplées de Suisse. ATS

JEUX OLYMPIQUES 2018

Un entrepreneur à la tête de la candidature d'Annecy

Un homme d'affaires réussira-t-il là où un ancien sportif de haut niveau a échoué? C'est la question qui se pose après l'intronisation lundi de Charles Beigbeder à la tête du comité de candidature annécienne pour l'organisation des Jeux olympiques de 2018. Le 12 décembre, l'ancien champion olympique de ski de bosses Edgar Grospron avait lui décidé de jeter l'éponge, estimant ne pas disposer des moyens nécessaires pour mener le projet haut-savoyard à la victoire.

Pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être, plusieurs noms avaient été avancés, parmi lesquels celui de l'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo. Mais c'est finalement celui de Charles Beigbeder, proposé par le président du Conseil général de Haute-Savoie et adoubé par l'Elysée, qui a été retenu.

Charles Beigbeder, 46 ans, membre de l'UMP, a fait une grande partie de sa carrière dans la finance. En 2005, il avait été candidat à la présidence du MEDEF, le syndicat patronal.

Du côté des anti-JO, le choix de Charles Beigbeder est accueilli sévèrement. «C'est la panique à bord», observe Christian Cèil. On s'est tourné vers quelqu'un qui ne connaît pas le dossier et qui le reconnaît lui-même. Les promoteurs du projet ne comptent plus que sur le lobbying. Charles Beigbeder est peut-être efficace en la matière, mais cela ne peut pas faire oublier à quel point le dossier est vide.»

Agacé par le manque de concertation entourant cette nomination, le président socialiste du Conseil régional Rhône-Alpes Jean-Jacques Queyranne n'a pas caché son courroux. «On est complètement à côté de la plaque... Pourquoi ne pas faire appel à un animateur TV tant qu'on y est?» a-t-il déclaré, menaçant un temps de remettre en cause le soutien de la collectivité qu'il dirige. JÉRÔME RIVOLLET

L'humanitaire fixé dans la durée

NEUCHÂTEL • En lançant sa campagne consacrée au chemin du don, Latitude 21 veut fixer l'aide au développement dans les esprits de la population



Les opérations de lutte contre l'épidémie de choléra dont souffre encore Haïti ont porté leurs fruits dans les zones où Médecins du Monde Suisse a pu être actif. LAHCENE HABIB/LDD

PHILIPPE CHOPARD

Un an jour pour jour après le séisme qui a fait 250 000 morts en Haïti, le président de Médecins du Monde Suisse Nago Humbert se demande comment mieux sensibiliser la population à l'aide durable au développement. Son organisation, présente depuis douze ans sur place pour pallier les inconvénients d'un Etat défaillant, a soudain vu l'argent couler à flots à titre de l'aide d'urgence aux victimes. Médecins du Monde a largement affronté les besoins immenses de la population haïtienne, grâce à ses compétences, à ses réseaux et à son expérience.

«Nous risquons de payer Haïti dans les mois à venir», avertit pourtant Nago Humbert en évoquant la campagne de sensibilisation lancée hier à Neu-

châtel par Latitude 21, un collectif de dix organisations non gouvernementales spécialisées dans l'aide au développement. «Haïti souffre encore de sa fausse image d'indignité, entretenue parce qu'il n'y a pas d'Etat. Chacun est donc en droit de se demander pourquoi il donne de l'argent pour cette cause.»

Pourtant, Latitude 21 persiste. En moins de trois ans d'existence, cette association a réussi à obtenir une aide financière régulière de la Confédération, du canton de Neuchâtel et des communes pour mener à bien ses projets sur trois continents différents. «Chaque fois qu'une organisation s'engage au Sud, elle doit se demander quand elle doit pouvoir en ressortir», affirme encore Nago Humbert.

Médecins du Monde Suisse travaille ainsi en Haïti depuis douze ans, même si cette organisation a conscience qu'elle risque d'y rester encore longtemps. Elle y a ouvert une trentaine de structures sanitaires, essentiellement pour lutter contre la malnutrition et favoriser l'accès aux soins primaires. Elle y emploie plus de 1200 personnes, dont les 95% sont haïtiens. «Nous avons bien sûr fait notre part d'aide d'urgence après le séisme, explique encore Nago Humbert. En revanche, chaque fois que nous avons pu revenir à l'aide durable au développement, nous avons dû faire face à une nouvelle catastrophe. Le fait d'être présents et en réseau nous a ainsi permis de monter cinq centres de santé contre le choléra en deux semaines. Et nous pourrions bientôt les fer-

mer, grâce à l'action de nos membres sur place.»

Latitude 21, dont fait partie Médecins du Monde, veut ainsi fixer son action dans le long terme sans faire dans l'urgence. Sa commission technique peut ainsi évaluer les projets d'aide en pratiquant une transparence absolue. Histoire de ne pas se laisser abuser par la corruption endémique ou par les excès de la générosité de ses donateurs. La campagne lancée hier veut donc que le soufflé monté lors des catastrophes ne retombe pas immédiatement. I

«Haïti, un an après», soirée-conférence demain dès 19h au Muséum d'histoire naturelle de Neuchâtel, avec Nago Humbert, Pierre Salignon (Médecins du Monde France), Félix Bollmann (Chaîne du Bonheur) et Marie-Louise St-Félix. Entrée libre.

TERREAU NEUCHÂTELOIS FAVORABLE

Cent mille francs, c'est à la fois peu et beaucoup. La contribution annuelle allouée par la Ville de Neuchâtel est ainsi jugée modeste par son argentier Alain Ribaux. Président de Médecins du Monde Suisse, Nago Humbert ne partage pas cet avis, en se disant reconnaissant de ce rôle joué par la collectivité publique dans la solidarité à l'égard du tiers monde. Le chef-lieu cantonal justifie son action par les liens qu'il entretient toujours avec son «filleul» roumain de Lunca de Jos, par la présence de différentes organisations humanitaires sur son sol – comme Imbewu ou le Centre écologique Albert-Schweizer – et par son appartenance au réseau des Neuchâtel du monde. Cela lui permet aussi d'entretenir son jumelage avec Besançon par la mise sur pied d'actions communes. Le terreau neuchâtelois est ainsi favorable. Ce qui, pour la petite histoire, invite le siège de Médecins du Monde Suisse à résister aux sirènes genevoises et à rester à Neuchâtel.

Alain Ribaux est acquis à cette forme de partenariat entre public et privé, comme Latitude 21 a réussi à la créer à fin 2010 à la demande du Conseil d'Etat neuchâtelois. Il se soucie cependant de la destination de l'argent alloué à ces organisations ainsi que de leur efficacité et de leur coordination sur le terrain. Latitude 21 offre ainsi toutes les garanties à ses partenaires publics, par sa structure d'appui et d'accompagnement des projets qui lui sont présentés. La Ville est encore en train de discuter l'ampleur de sa contribution financière à ce collectif, qui recevra de l'Etat une première tranche de 260 000 francs à la fin de ce mois. Mais Latitude 21 compte sur Alain Ribaux... PHC